

Contre l'extrême droite, la solidarité du monde du travail

Le maire de Saint-Brévin-les-Pins n'a pas eu d'autre choix que de démissionner, après des mois de manifestations d'extrême droite dans sa ville, du RN aux groupuscules néofascistes en passant par le parti de Zemmour. Des mois de menaces et jusqu'à un incendie criminel à son domicile le 22 mars dernier. Ce qui lui est reproché ? Avoir entériné, en février 2022, le déplacement dans sa commune d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada), à la demande de l'État. Dont nombre d'habitants de la commune étaient partisans, l'imbécillité xénophobe étant loin de dominer !

Soutien tardif... de pompiers pyromanes !

Aussitôt sa démission annoncée, voilà que Macron lui a fait savoir tout son soutien et Borne a proposé de le recevoir, ce qu'il a d'ailleurs appris par les médias. Ce soutien de la 25^e heure ne fait que souligner non seulement l'absence de soutien de l'État face aux menaces de l'extrême droite, mais aussi sa complicité avec celle-ci : le gouvernement court derrière elle. Darmanin met en scène l'expulsion de familles des bidonvilles de Mayotte et y procède à de vraies rafles. Il reproche haut et fort à la Première ministre d'extrême droite en Italie, Meloni, de ne pas réussir à stopper les migrants. Alors il peut bien mettre en scène sa consigne aux préfets d'interdire toutes les manifestations de l'extrême droite, à la suite de l'indignation provoquée par la manifestation autorisée de centaines de fachos cagoulés à Paris le 6 mai dernier, sa posture ne fait pas illusion. Il aura toujours la main plus lourde pour interdire nos casserolades.

Diviser pour mieux exploiter

Ces discours xénophobes voudraient diviser. Si une majorité de la population de Mayotte vit dans la pauvreté, ce n'est pas à cause de plus pauvres qu'eux, venus du même archipel des Comores, mais bien du délaissement de l'État français. Si nous connaissons les bas salaires et la précarité dans l'Hexagone, ce n'est pas à cause des migrants mais en raison de la rapacité du patronat.

Un patronat dont Macron et Le Pen défendent les intérêts. Ainsi Darmanin prévoit dans sa loi « Immigration » un titre de séjour d'un an pour les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, donc les métiers les plus pénibles et les plus mal rémunérés. Il fait l'équilibriste, entre satisfaire les besoins du patronat et manier la rhétorique xénophobe en faveur des expulsions et contre le regroupement familial.

Guerre aux pauvres et aux travailleurs

Le gouvernement de Meloni en Italie est un exemple parlant de ce que l'extrême droite au pouvoir réserve aux classes populaires. C'est à l'occasion de la journée du 1^{er} mai qu'elle a choisi d'annoncer la suppression du « revenu de citoyenneté », soit 572 euros en moyenne, versés aux familles les plus pauvres. Les personnes considérées comme « employables » recevront désormais 350 euros à condition d'effectuer un travail (non rémunéré !) au sein de leur commune ou d'une collectivité.

Ces attaques contre les plus pauvres s'accompagnent de cadeaux pour le patronat. Les emplois en CDD sont facilités et les contrôles pour vérifier qu'il ne s'agit pas de CDD abusifs sont quasi supprimés. Dans l'hôtellerie-restauration, qui propose des salaires extrêmement bas pour des conditions de travail éreintantes, l'État prévoit un contrat d'apprentissage pour les chômeurs de plus de 40 ans.

Une seule et même classe ouvrière

Après trois mois d'une mobilisation qui leur a causé bien des cheveux blancs, Macron et ses ministres tentent d'allumer un contre-feu xénophobe. Ces manœuvres de diversion voudraient semer la haine et nous faire tourner la page des luttes collectives.

Face aux bas salaires, que l'inflation ne cesse de réduire, face au recul de l'âge de la retraite, dont personne ne veut et que le RN s'est bien gardé de dénoncer, et face à tout le reste, nos mobilisations doivent et vont continuer.

Quelles que soient nos origines et nos nationalités, nous n'avons comme ennemis que les patrons, et un monde à gagner en nous rassemblant dans nos luttes.

Contre un nouveau plan social dans le Fret ferroviaire

La Commission européenne reproche au groupe SNCF d'avoir repris 5 milliards d'euros de dettes à Fret SNCF et de l'avoir ainsi favorisé par rapport aux autres entreprises. Elle somme la direction du groupe de transférer de nouveau la dette à Fret ce qui aboutirait à couler l'entreprise. De son côté, l'État tente de négocier avec Bruxelles la cession de 20 à 30% des activités de l'entreprise dont on ne sait si d'autres groupes seraient en capacité de les reprendre... Dans tous les cas, cette attaque menace l'emploi de milliers de travailleurs !

Mais, pour saboter le fret ferroviaire et se débarrasser d'une activité peu rentable en lui préférant le transport par camions, les pouvoirs publics et la SNCF n'ont pas attendu l'appui d'autres qu'eux-mêmes et de la loi du profit : ils s'en chargent très bien depuis 30 ans !

Travailleurs de toutes les EF, unissons-nous !

Des rassemblements et des actions s'organisent déjà, pour contester ces attaques contre nos emplois. Et c'est bien cette voie qu'il faudra suivre : celle de la lutte. Mais pour faire reculer les patrons, il ne faut pas perdre de vue que les politiques de suppressions de postes, le sous effectifs, les attaques sur les conditions de travail et les salaires sont une réalité pour tous les travailleurs du rail. Alors du public comme du privé, par une lutte d'ensemble, battons-nous contre ces attaques !

Agents de sécurité multitâches...

À force de faire face aux questions des usagers qui ne peuvent se tourner vers des cheminots qui avaient pour mission de les renseigner mais dont les postes ont été supprimés, les agents de sécurité acquièrent de véritables compétences et savoir-faire dans la délivrance d'informations aux voyageurs.

...mais pas multimillionnaires

Pourtant, cette mission d'information aux voyageurs, indispensable au bon fonctionnement de la gare, ils l'exercent de manière tout à fait officieuse. La reconnaître, pour l'entreprise, serait prendre le risque d'ouvrir la porte à des revendications sur les conditions de travail ou les salaires. Et, quand on voit l'état des vestiaires et de la fiche de paie de nos collègues agents de sécurité, on se dit qu'ils auraient bien des raisons de se battre !

Faut pas trop pousser le zèle non plus !

Se disant sûrement qu'il n'a pas assez de travail comme ça, un petit chef des agents de sécurité de Part-Dieu prend sur lui de se rajouter une mission : empêcher la diffusion du bulletin des Cheminots anticapitalistes !

Voyant que nos militant ne se laissent pas intimider et comptaient bien continuer de distribuer le bulletin aux travailleurs de la gare qui l'apprécient, il s'est maintenant mis en tête de leur tenir compagnie tout le long de la diff'. Nous on n'est pas contre, et même plutôt flattés d'avoir un garde du corps personnel. Mais que notre protecteur se rassure, avec ou sans lui, le bulletin sera diffusé ! Et, s'il craint de manquer de travail, les travailleurs de la gare seront ravis de lui indiquer où il peut aider : le sous effectif ne manque pas !

A Saint-Lazare, les mécanos déposent le sac

Mardi 9 mai au petit matin, les collègues de la traction banlieue de la gare St-Lazare à Paris ont débrayé massivement et sans crier gare, sous forme de droit de retrait. Les chefs sont venus à grands renforts d'huissiers et de distribution de mise en demeure de travailler... mais leur coup de pression est resté vain face à la colère des cheminots qui se sont réunis à plusieurs reprises dans la journée. Les discussions portaient sur les conditions de travail et le sous-effectif, une situation pas nouvelle mais éprouvante et loin d'être la spécificité de cette gare parisienne. La direction menace de sanctions car elle sait que la colère des agents peut déborder comme l'a montré la grève surprise de ce mardi !

Nos vies valent plus que leurs profits!

Sur le site de STmicroelectronics à Crolles (Isère), ce sont deux travailleurs qui sont morts au boulot le mois dernier, et un autre gravement blessé après une chute depuis un échafaudage. Trop pressés de récolter les fruits de leurs investissements (un chantier d'agrandissement du site évalué à 6 milliards d'euros), les patrons de cette boîte spécialisée dans la fabrication de semi-conducteurs imposent des cadences infernales aux travailleurs au mépris de leur sécurité. Marcon en visite sur le site l'année dernière n'avait pas eu un mot pour l'ouvrier gravement blessé la veille, car l'heure était à la célébration entre patrons de l'alliance faite avec une société américaine. Si les morts au travail en France augmentent, c'est bien dû à la soif de profits du patronat !

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque, écris-nous à npa.cheminots.lyon@gmail.com